



Bilatérale Cabinet MESRI/Sud sur le projet de LPPR
22/10/19

Pour SUD : Janique et Alain (Sud Recherche EPST), Denis Orcel (Sud Éducation)

Reçus par, Pauline PANNIER, Dir-Cab adjointe et Pierre Coural « chef du service des personnels enseignants de l'enseignement supérieur et de la recherche, adjoint au directeur général des ressources humaines », alors que le rapport du GT2 n'a finalement pas été abordé ! Allez comprendre !

Pour rappel, on peut trouver les rapports des groupes de travail [ici](#).

Invité-e-s par la dir Cab à évoquer d'autres sujets que LPPR, nous avons répondu que ce n'était pas disjoint, et avons quand même mis sur la table :

- la souffrance du personnel, perte de sens du travail, pressions, etc.
- la déliquescence des structures et de leurs missions, ...
- une alerte sur la situation de l'Irstea et de l'Inra, qui fusionnent avec des désaccords très larges du personnel. On fera parvenir le texte lu lors du dernier CT commun. Le budget aurait dû être renforcé selon les promesses : ce n'est certes pas le cas ! Baisse des plafonds d'emploi. On explique au personnel de l'IRSTEA qu'il faudra continuer comme avant, avec de moins en moins de postes, en allant chercher de l'argent auprès de l'Ademe, et autres ressources propres. Et l'environnement est sensé un domaine prioritaire ? Le budget de l'Irstea représentait 92 % de masse salariale, l'établissement a été asphyxié pendant des années... et maintenant on l'achève.
- une alerte sur l'Ifsttar. Un EPST absorbé par une université ! Quand bien même on la baptiserait « de nationale » (et pourquoi pas « mondiale » tant qu'on y est!), elle ne saurait remplacer un EPST dans son rôle stratégique sur l'ensemble du territoire ! À la question de la mise en extinction des corps de l'IFSTTAR, la DIR Cab répond «le modèle expérimental devra permettre de créer quelque chose ». D'abord, ce n'est pas évident que les ordonnances soient suffisantes pour ça, ensuite ce ne peut être une réponse alors que le modèle expérimental n'est absolument pas pérenne !

La dir Cab a alors jugé plus prudent de replacer le débat sur les rapports des groupes de travail, à l'exception toutefois du GT 2 (« questions RH ») renvoyé à une nouvelle rencontre le 6 novembre.

L'entrée en matière de la dir Cab est symptomatique. Selon elle, «les AAP ont le mérite d'apporter des critères compréhensibles à la répartition des moyens » (sic)... mais souffrent d'un faible taux de succès... Le GT1 propose un certain nombre de scénarii pour élargir. Et d'abonder les crédits des établissements pour donner de la marge pour une politique scientifique....

Globalement, les SUD ont mis en avant notre conception radicalement différente de la recherche publique, dans l'intérêt général, avec des fonctionnaires et des moyens pérennes. Nous enverrons notre document sur la recherche publique, déjà ancien mais on ne peut plus d'actualité, et qui donne les solutions à tous les problèmes soulevés dans les rapports des groupes de travail ! (voir notamment <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3120>)

Nous avons dénoncé également les signes d'un certain nombre de représentants du pouvoir en place.

Nous nous sommes opposés au financement par appel à projet (AAP), aux PIA (plans d'investissement d'avenir), au crédit d'impôt recherche (CIR), et avons relevé le fait que les GT proposent d'accentuer ces orientations au moment même où des articles scientifiques montrent, au mieux, leur inefficacité, voire leur nocivité (voir ci-dessous). Dans le même temps, le CNESER dénonçait le CIR, les PIAs, le financement par AAP. Sur ce dernier point, il montrait en particulier que, pour 1,87 Mds€ de financement, les coûts cachés du système se montent à environ 1,5 Mds€ ! Ce n'est pas en augmentant le taux de succès qu'on changera grand-chose à ce coût !

Nous avons dénoncé l'absence de bilan des politiques passées, des politiques qui seront encore accentuées par ces propositions de « l'arrosage là où c'est mouillé » ; les difficultés des équipes, dont certaines font (littéralement, ce n'est pas une image) les poubelles de labos mieux lotis pour y récupérer des kits inutilisés ; les armées de précaires dans les laboratoires, phénomène voulu et entretenu par ces modes de financement.

Nous déclinons ensuite ce que nous pensons des différents points soulignés dans les rapports des groupes de travail (essentiellement le GT1 en fait).

Rapport GT1 « Financement de la recherche » : (voir [ici](#) le rapport pour une référence aux différents items)

Clair dès les préambules : « Le groupe de travail estime que ces explications valent pour la France et il les fait siennes. Les propositions contenues dans le rapport visent à éviter ces écueils. » Sauf que ce ne sont pas des « explications », mais seulement l'opinion de Jean-Pierre Bourguignon. Et qui plus est, en quoi les propositions du rapport, qui visent à augmenter le financement concurrentiel (pardon, « compétitif ») répondraient au constat de Bourguignon sur la faiblesse du financement : « *L'argent attribué à un groupe ou à un individu pour réaliser une activité de recherche limitée en termes de portée, de budget et de temps* », reste faible tandis que son augmentation est souvent corrélée à « *une forte diminution du financement récurrent* » ?

Propositions du GT1 :

1) Mise en place d'un « machin stratégique » de plus. Coût nul ? Pas si sûr... Coût de fonctionnement pas très important sans doute, mais coût de la verticalité des décisions, ou pire des structures matricielles difficile à chiffrer.

On est toujours dans la distribution de « petits pouvoirs » et surtout des pouvoirs de nuisance. Exemple de la distribution des responsabilités de coordination sur les thématiques, encore une structure matricielle dans un but stérilisant de « pilotage », mais sans vexer personne !. On va demander à un EPIC de piloter la recherche ?

Seul peut-être point positif, mais avec quelle déclinaison : « reconnaître les universités comme des opérateurs à part entière ». Mais quelle vision y-a-t-il là derrière ?

DirCab pas sûre qu'il y ait des messages cachés.

2) Rôle des collectivités territoriales : toujours dans les jeux de pouvoirs. Aucun apport à la recherche dans cette partie !

3) Évaluation des unités interne aux établissements à voir ... mais pas un rond de plus !

Contre-pouvoirs ok, mais pas de concentration des pouvoirs.

DirCab : évolution engagée, vers un outil d'accréditation des procédures internes. Comment ces évaluations peuvent-elles être rendues « plus nettes ou plus tranchantes. » !

4) Dotation des établissements « sur la base de leur performance ». Voilà justement ce qui ne marche pas. « Performance » est indéfinissable. Lorsqu'elle est définie, les études scientifiques montrent que baser le financement sur ces critères ne conduit pas à un gain de cette même « performance », justement. Voire à une dégradation (Voir annexe 1). Et en plus c'est chiffré à 500 M€, alors que le CNESER a lui chiffré à 3 Mds/par an l'augmentation nécessaire, c'est ridicule ! Ça comme le reste, c'est arroser là où c'est mouillé !

5) Que du financement sur projet (voir toujours les mêmes études scientifiques) ! Enfin, le 5e reconnaît explicitement que la « recherche partenariale » coûte de l'argent à l'État au lieu d'en rapporter à la recherche !

6) Participation aux projets européens : Encore une fois il s'agit d'arroser là où c'est mouillé. Analyse débile : ce n'est pas en rajoutant du fric aux lauréats qu'on augmentera la participation, c'est en compensant le temps passé pour les équipes qui n'ont pas obtenu de financement justement.

Ou quand l'approche doctrinaire tourne au ridicule ... tragique !

6c : reconnaissance financière des lauréats par une prime : c'est ça, déjà que les méthodes d'évaluation tendent à ne regarder plus que ça ! Et c'est identifié comme sans surcoût, ce qui veut dire qu'on va prendre aux autres chercheur-e-s, ou sur l'emploi, le fond de « gratification ». Ce n'est pourtant pas ce que réclament les jeunes chercheurs lauréats ! Voir les refus de prime. Voir la tribune dans le Monde ! Sans parler des autres, bien entendu...

7) Encore et toujours la verticalité et la gouvernance ! Là, ce n'est même plus que c'est inefficace, c'est que c'est délétère (Voir annexe 1)

7c « Coupler les procédures d'obtention de l'usage d'une infrastructure de recherche et de financement pour le déroulement du projet scientifique » Qu'est-ce à dire ? Qu'on ne pourra plus accéder à une infrastructure si on n'a pas obtenu un financement par ailleurs ?

7e: chiffrage : 300 M€ pour les infrastructures ? C'est ridicule !

7f : « Doubler la capacité d'investir de Genci » : quelqu'un a fait son marché ?

P. Coural : on a conscience que le pb, c'est les équipements intermédiaires...

8) Science ouverte : On est pour. Mais difficile de parler de science ouverte sans parler de modifier les pratiques d'évaluation. Et aussi y mettre des moyens, or là aucun chiffrage en face !

9) Ce n'est pas « soutenir les SHS » que de les piloter ! Les SHS ne sont pas là pour « répondre aux défis sociétaux », elles sont là pour les exposer !

10) Place de la science dans la société : Bonne intention, mais 10c, ce ne sont pas DES chercheurs qui doivent être les experts, mais bien la communauté scientifique de chaque domaine, avec toute sa diversité. Tout un système à revoir.

Détruire l'IRSTEA et IFSTTAR alors que ce se sont pour les principaux organismes conduisant des expertises dans le domaine de l'environnement est un bien mauvais présage pour l'avenir...

Chiffrage total de 2 à 3,6Md€, la majeure partie sans gain d'efficacité, voire avec des effets nuisibles à attendre. Dont 1/4 sur PIA.

Or, le CNESER a voté des rapports montrant :

- que le coût indirect du fonctionnement par AAP est excessif et délétère : 1,5 Mds€, à comparer aux 1,85 Mds€ de financement par AAP :
- un besoin de 2 Mds€ supplémentaires de FONCTIONNEMENT, pas de compétitif. (rappel que 75 % de la communauté demandent une priorité aux crédits récurrents = enquête de la députée Montchalin dans le cadre de la construction du PLF2017)
- que les AAP soient réservées au démarrage de thématiques, au lieu de constituer le seul moyen de fonctionner !
- la confusion qui règne autour des PIA, leur utilisation comme moyen de chantage aux regroupements et à « la gouvernance » et l'avènement d'un nouveau mandarinate.
- l'accroissement des inégalités qui résulte des PIA
- le besoin de 4,5 Mds€ pour atteindre les 1 % du PIB

Si « La hausse des crédits des laboratoires doit aussi répondre à un objectif global de performance », pourquoi prendre alors des méthodes prouvées comme n'améliorant pas la « performance » (Cf annexe 1) ?

En plus « *pour sortir de l'opposition néfaste entre financements réguliers, en pratique figés, et appels à projets, (le rapport préconise) de reconnaître les succès aux différents types d'appels à projets et financements compétitifs (ANR, Europe, recherche partenariale...) pour moduler les soutiens, de base et compétitif, aux laboratoires et aux équipes.* »

Conclusion : aller vers encore plus de financement compétitif, y compris à travers une redistribution compétitive interne aux organismes ! Cherchez l'erreur !

Arroser là où c'est mouillé, c'est apprendre à nager aux poissons !

Pourquoi il faut que ça passe apr l'ANR ?

DirCab : Demande très forte de Bercy de « voir l'impact »...

En conclusion, si on peut partager les constats du rapport en ce qui concerne la dégradation de l'ESR et son sous-financement (les comparaisons avec la situation d'universités ou organismes étrangers sont édifiantes, Cf Annexe 2), les solutions proposées sont inacceptables.

Le rapport GT2 : « Attractivité des emplois et des carrières scientifiques » fera l'objet d'une autre réunion bilatérale (06/11/19)

Concernant le rapport du GT3 « Recherche, partenariale et innovation » on préfère ne pas s'attarder sur ce ramassis de novlangue libérale (la présentation qui en avait été faite au CNESER était une véritable caricature) (*NDLR : et de toute façon nous avons atteint notre temps imparti*). Pour nous la recherche publique doit être au service du public, ses dont les travaux doivent être rendu accessibles à toutes et tous au travers la publication par exemple, et certainement pas destinés à quelques intérêts particuliers que ce soit.

Annexe 1 : Sur la « qualité » du financement par projet

New study challenges accepted science policy that more competitive funding and powerful top-down university management is the best way to boost the quality of science produced.

U Sandström & P Van den Besselaar

Extraits :

“By comparing data from 17 countries, we found that **while more spending produces more high-quality science, increasing competition for resources does not**. In fact, **competitiveness of funding and research quality are negatively correlated**.”

“**Strong university management does not seem to go together with efficient use of research money**.”

“We conclude that many of the accepted ideas about high performing systems are not supported in our analysis.”

“What the data suggest is that **efficient systems are characterized by a well-developed ex post evaluation system combined with considerably high institutional funding and relatively low university autonomy (meaning a high autonomy of professionals)**. On the other hand, **the less efficient systems have a strong ex ante control, either through a high level of so-called competitive project funding, or through strong power of the university management**.”

“We also found that countries with a retrospective national research evaluation system, where regularly expert committees evaluate the performance of research organisations of the previous five or so years, are considerably more efficient.”

“Financial autonomy of universities, measured as their degree of control over their long-term budgets, and a nation’s research performance do not correlate. What’s more, the other dimensions of university autonomy, such as control over staffing, teaching, governance, and work environment, correlate negatively with efficiency.”

<https://sciencenordic.com/academia-forskerzonen-researcher-zone/making-academics-compete-for-funding-does-not-lead-to-better-science/1458549>

Basé sur la publication :

[Sandström and Van den Besselaar. \(2018\) Funding, evaluation, and the performance of national research systems. Journal of Informetrics 12. DOI: 10.1016/j.joi.2018.01.007](#)

Open science and modified funding lotteries can impede the natural selection of bad science

By E. Smaldino, M A. Turner & P A Contreras Kallens

“We found that **modified lotteries, which allocate funding randomly among proposals that pass a threshold for methodological rigour, effectively reduce the rate of false discoveries**, particularly when paired with open science improvements that increase the publication of negative results and improve the quality of peer review.”

<https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rsos.191249>

Intervention d'E. Karsenti (médaille d'or du CNRS) au CA du CNRS du 7 dec 2017

« Je voudrais rebondir sur la question de proportion dans le financement de fonctionnement sur appel à projet par du financement d'innovation. Je trouve qu'il y a actuellement beaucoup trop de financements sur appel à projet ; en effet, cela conduit à une masse de publications, qui sont redondantes. On manque de financements récurrents, c'est-à-dire de financements qui permettent plus d'innovation. Pour faire une demande de projet à l'ANR, il faut avoir les preuves que ce que nous proposons peut marcher. Ce n'est pas de la recherche à risque ; c'est de la recherche générique. Nous avons un problème d'équilibre entre le financement récurrent et le financement sur appel à projet, non seulement en France, mais dans tous les pays. Je suis assez d'accord avec ce qui a été dit par les syndicats sur ce sujet. »

Albert Fert dans Le Monde

Propos recueillis par Pierre Le Hir Publié le 24 octobre 2007 à 13h58

Couronné par le prix Nobel de physique 2007 pour ses travaux sur la magnétorésistance géante, qui ont permis de multiplier par cent les capacités de stockage d'informations des ordinateurs, Albert Fert plaide pour une recherche consciente des enjeux de société, mais libre dans sa démarche.

Auriez-vous décroché le Nobel avec le financement de la recherche sur projet que met en place le gouvernement ?

Non, s'il n'y avait eu qu'un financement sur projet. Quand j'ai commencé mon travail, une étape importante a été - après avoir établi un certain nombre de bases théoriques - de me lancer, avec un collègue de Thomson-CSF, dans un projet un peu aventureux : essayer de fabriquer des multicouches magnétiques. Ce travail a débouché sur la découverte de la magnétorésistance géante, mais, au départ, c'était un projet à risque dont personne ne pouvait savoir s'il allait aboutir. Le CNRS l'a financé, parce que cet organisme est capable de discuter avec les chercheurs et de les accompagner. Une agence de financement sur projet, elle, ne l'aurait jamais retenu : c'était à l'époque un sujet trop marginal et loin des thèmes à la mode.

Le rôle de l'Agence nationale de la recherche est pourtant de financer des projets innovants...

Une agence de financement est un instrument intéressant, pour booster certaines directions de recherche et soutenir les bonnes équipes. Mais elle choisit des thèmes, elle sélectionne des orientations. Le CNRS, lui, est en contact plus direct avec les chercheurs, ce qui lui permet d'être réactif sur des sujets nouveaux qui n'auraient pu être définis à l'avance. Une agence et un grand organisme n'ont pas la même fonction.

[...] Les chercheurs doivent être conscients des problèmes de société. Les progrès technologiques, les avancées médicales... contribuent bien sûr à la qualité de vie. Mais on ne peut pas imposer une finalité stricte à la recherche. Son parcours n'est jamais linéaire. Il faut laisser la recherche fondamentale se dérouler, les chercheurs suivre leurs idées, en zigzaguant, pour déboucher sur des découvertes et ensuite des applications.

Je n'ai pas démarré mes travaux en me disant que j'allais augmenter la capacité de stockage des disques durs. Le paysage final n'est jamais visible du point de départ.

Serge Haroche, ancien administrateur du Collège de France et prix Nobel de physique 2012.

Le Monde, Le blues des chercheurs français

Par David Larousserie - 14 octobre 2019

« À mon époque, si j'avais dû demander sans cesse des financements, je ne sais pas si j'aurais continué... »

Annexe 2 : quelques comparaisons des budgets de différentes institutions...

Harvard 2018

<https://finance.harvard.edu/financial-overview>

32000 étudiants, 19000 employées

5.2 Mds de rentrées pour 5 Mds de dépense (2018)

35 % de placements financiers (fondation)

21 % étudiant-e-s

18 % de sponsors

9 % de dons à usage immédiat

17 % divers

Endowment (donations? Fondation ?) 32 Mds (2018)

actifs : 47 Mds (2018)

Salaires = 50 % des dépenses en 2015

MIT : 3,6 Mds (2018) pour 11500 étudiant-e-s, 12 707 employé-e-s

Univ. Massachusset 3,4 Mds (64000 étudiants) 2018

Univ Lyon 1

46000 étudiant-e-s

4825 employé-e-s

421 M€ de budget

CNRS :

budget : 3.5Md€ (2019) dont 2.5Md€ de masse salariale

32546 agent-e-s

Max Plank :

budget : 2,4 Mds€

23767 employé-e-s